



## LDC Lutte de Classes éducation

166 cours Berriat - 38000 Grenoble  
Tél. : 04 76 09 67 76 / 06 95 13 30 70  
syndicat@ldc-education.org  
<https://ldc-education.org>

16/09/2024

Préambule : Le syndicat Lutte de Classes éducation existe depuis 1997. Anciennement nommé *Sud éducation académie de Grenoble*, mais, ayant quitté (Ô joie!) son ancienne fédération en 2022, il a changé de nom (Règle n°1 : savoir s'adapter en milieu hostile. Règle n°2 : être résolument CONTRE la stabilité institutionnelle) : **VIVE LUTTE DE CLASSES ÉDUCATION** ! Ici, nous voulons réaffirmer les fondamentaux de notre syndicalisme, en particulier la lutte des classes, sujet très sérieux. Nous tenterons de faire ça avec l'humour comme arme en même temps que moyen de réflexion. **Nous considérons le syndicat comme étant le lieu où se fédèrent les énergies, il ne tient qu'à vous de décider celui qui vous sied le mieux.** [Un incroyable bulletin d'adhésion est à votre disposition là](#) au cas où. Quand vous cliquez dessus vous sauvez une baleine japonaise et sciez un barreau de la cellule de Paul Watson. Si vous l'imprimez-le remplissez-nous l'envoyez, vous vous protégez contre la coqueluche du babouin annoncée pour cet hiver (une sorte de double *prime à l'audace* bien méritée).

# « I WOULD PREFER NOT TO... »

« *Je préférerais ne pas... »*

Voilà ce que nous enseigne le scribe Bartleby dans la nouvelle d'Herman Melville. Voilà l'esprit que nous aimerions insuffler à notre tour. Cette réplique imparable et déstabilisante réduit à l'impuissance l'employeur pantois. Aucune opposition en effet mais une perpétuelle hésitation qui vous rendra aussi indiscernable qu'insaisissable. Mystère d'une parole qui dit en même temps *presque* oui et *presque* non. Donc presque travail. Travail choisi en tout cas. Car les liens de subordination qui caractérisent la relation avec l'employeur sont défaits. Désarmant et déconcertant pour le hiérarque qui se rend peu à peu compte qu'il a perdu toute autorité sur son joujou habituel. **Objectif : Nous réapproprier notre outil de travail, réaffirmer notre propre autonomie contre les exigences fluctuantes et souvent absurdes de la hiérarchie. Libérés-délibérés !**

C'est une habitude à prendre, nous en sommes convaincus. Un contre-modèle qui force à ralentir. Parce qu'ils veulent nous faire bosser plus longtemps\*(pour l'instant) et parce que nos conditions de travail se dégradent d'année en année, créant chez nombre de personnels, démotivation et envie de démissionner (ça s'accélère dangereusement ces dernières années, « *Hasard ? J'en crois pas naan.* »).

Alors, on se résigne à ça ? Certainement pas. Cette attitude, **ces actions quotidiennes, souterraines, discrètes le plus souvent (l'ostentation ici est inutile), individuelles mais créant au final une belle lutte collective, toutes ces pratiques seront autant d'obstacles à l'emprise du pouvoir actuel.** Adapter son travail à son salaire. « *À mauvaise paye, mauvais travail* » comme il est d'usage de le résumer.

Ce n'est pas parce que ce n'est pas tous les jours la révolution que celle-ci n'est pas une affaire à l'ordre du jour, de chaque jour. Quand l'idiotie institutionnelle n'a plus de limite, quand la répression des mouvements de lutte se fait impitoyable, quand les richesses s'accumulent dans les paradis fiscaux nous laissant crever la gueule

ouverte, la résistance populaire doit redoubler d'inventivité pour ne pas se laisser ronger le cerveau.

Le sabotage est aussi vieux que l'exploitation humaine. Notez bien que c'est pas nous qu'avons commencé : le sabotage des travailleuses et travailleurs est la réponse naturelle au sabotage patronal que représentent la mauvaise paye, le mépris continué que nous subissons et la dégradation de nos conditions de travail. **Qu'on se le dise : Le sabotage est une invention patronale !**

Pour nous, il peut prendre plusieurs formes, notre imagination n'a pas de limite. Dénoncer des pratiques honteuses de l'administration c'est saboter. Respecter parfois strictement certaines règles, c'est du sabotage (« *y'a marqué ça chef, ça va prendre plus de temps mais on va faire comme c'est écrit sur la circulaire chef* »), ne pas répondre à certains mails, oublier la pièce jointe de ce truc qu'on devait renvoyer absolument pour telle date (mais « *oups !* »), ne plus participer à de lénifiantes réunions où l'on planifie les prochaines réunions, etc.

Bref, **ne vous foulez pas, respirez, méditez en pleine conscience que vous êtes des traîne-savates et que ça fait du bien, réalisez que vous êtes en train petit à petit, de neutraliser les agressions que vous subissez quotidiennement dans votre boulot. Vous vous mettez en panne joyeusement mais redonnez de la valeur à votre travail.** Vous pouvez enfin prendre le temps nécessaire avec les élèves, vous laissez de la place pour des échanges fructueux avec vos collègues. On continue le travail mais on le ralentit. La lutte est discrète (ils nous veulent dociles, soyons subtils), ciblée et quotidienne. Elle est contagieuse car vos collègues, au bout du rouleau, vous envieront.

**Sortir de notre zone d'inconfort : va falloir y arriver sinon on va jamais y arriver.**

\* « *Oui la retraite on l'aura. Quand nous serons hors d'usage. Alors, nous aurons le temps de vivre. Avoir le temps de vivre ; mais nous serons près de la mort.* » (Henriette Valet- « Les téléphonistes », *Prolétariat-Les PTT par les postiers*, 1933)



## La citation que vous avez peut-être ratée (de rien) :

« On n'a pas envie que la vie reprenne ses droits parce qu'au fond, la vie c'est ce qu'on a vécu ces dernières semaines. C'est ça la vraie vie. » (E. Macron, 12 août 2024, évoquant les jeux olympiques)

NDLR : quelques licornes plus tard, notre *Oui-Oui-psychopathe* s'est posé une vraie question de la vraie vie parce qu'il est trop fort et se donne à fond pour le job : les pingouins ont-ils des genoux ?

## OÙ LES BONNES BOUGRESSES ET LES BONS BOUGRES TROUVENT MATIÈRE À SE RÉJOUIR

- Les formations hors temps de service ne sont toujours pas obligatoires (sauf votre consentement) : **réjouissons-nous !** N'hésitez pas à nous contacter en cas de doute ou de pression de la hiérarchie (oui ça leur arrive parfois).
- Lycée Stanislas : au bout d'un moment, les subventions publiques finissent par avoir leurs effets sur les établissements privés. Notre générosité paie. **Réjouissons-nous !** À Stan' (on dit comme ça, fermez-la les gueux), il y a maintenant deux piscines, un mur d'escalade et sept gymnases ! (source Mediapart). Pas encore de bain à remous et de parcours de golf mais ça ne saurait tarder.
- Bruno Lemaire annonçait le 3 septembre un nouveau « dérapage » des finances publiques. Notez bien l'entourloupe : ce sont les finances qui ont dérapé, elles ont merdé ces nouilles, pas de chance, pas sa faute à Bruno si elles n'avaient pas mis les bons crampons. Nos ptits *Mozart de la finance* savent se déresponsabiliser, ne foirent jamais rien. Ils sont trop forts mais on n'est pas que cons : **réjouissons-nous !**
- AESH : En Isère, des pratiques plus que douteuses avaient cours lors des affectations des personnels AESH (Accompagnant.e.s d'Élèves en Situation de Handicap). En effet, des pilotes de certains PIAL refusaient à nos collègues d'exercer dans les établissements où étaient scolarisés leurs propres bambins. Nous avons obtenu de l'inspecteur ASH sud de l'Isère (et bien gêné aux entournures) une réponse claire venant confirmer nos dires : non, aucun cadre réglementaire n'autorise de telles pratiques. **Réjouissons-nous !** À partir de maintenant, vigilance et, si vous êtes témoins de telles pratiques, n'hésitez pas à nous contacter.



## Jeu concours : gagnez un Gabriel Attal !

Vous avez lu attentivement notre édito « *I would prefer not to* », c'est maintenant à vous de jouer en nous envoyant par carte postale\* vos plus belles et réjouissantes propositions de sabotage. Aux chanceuses et chanceux qui gagneront ce Jeu concours, **un lot de choix : un Gabriel Attal ! (dans la limite des stocks disponibles).**

\*Lutte de Classes éducation, 166 cours Berriat – 38 000 Grenoble. (et oui c'est désuet la carte postale, c'est pour ça qu'on adore).

## ÊTES-VOUS SUFFISAMMENT SOUS-PAYÉ.E.S ?

Oui et non mais peut mieux faire. Par contre, pour les rentiers tout va bien. Le classement annuel des 500 grandes fortunes de notre glorieux pays est sorti en juillet grâce au magazine de gauchistes fofous *Challenges* qui balance les blazes et certaines adresses. Y'a plus qu'à...

En 2024, la fortune cumulée des 500 plus grandes fortunes de France dépasse donc pour la première fois les 1200 milliards d'euros (trois fois plus qu'il y a dix ans, oui oui, comme vous !). Champagne, le nombre de milliardaires français progresse à 147 contre 67 il y a dix ans. Tout cela se fait (magie) concomitamment à la hausse exponentielle des aides publiques au privé. Ça ruisselle vers le haut (re-magie), ça assiste, tout roule. À l'envers de nos intérêts.

« La différence entre une démocratie et une dictature, c'est qu'en démocratie tu votes avant d'obéir aux ordres, dans une dictature tu perds pas ton temps à voter. » Charles Bukowski.

(ah nan mais naan rien à voir avec ce que vous imaginez hein, juste y restait un peu de place et ça faisait un trou tout blanc et on a dit au mise en pagiste de faire des heures supp' mais il préfère ne pas...)

# ÉVALUATIONS : PAS BESOIN DE BOUSOLE, LE MINISTÈRE INDIQUE TOUJOURS LA DIRECTION !

On ignore encore si l'Éducation nationale battra un nouveau record de démissions ou de difficultés à recruter mais une chose est sûre l'année scolaire 2024-2025 sera celle de la généralisation des évaluations *Repères*.

Pourquoi mettre ces éléments en parallèle ? Simplement par ce que **ces évaluations ne sont pas un outil au service de la profession encore moins de la progression des élèves** mais un dispositif intégré au *New public management* désormais bien installé à l'E.N. Pour s'en convaincre il suffit de regarder comment sont traités et analysés les résultats. En 2023-2024, ils ont été croisés avec les IPS (Indice de Positionnement Social). Les résultats des écoles REP et REP+ ont été scrutés à l'aune des moyens distribués dans ces secteurs afin de voir s'il y avait un retour sur investissement. Les écoles sont ainsi comparées pour voir si dans un contexte social similaire certaines d'entre elles tirent leur épingle du jeu pour parvenir à la conclusion que ce ne sont donc pas les déterminismes sociaux qui guident les trajectoires scolaires. **Les évaluations sont par conséquent instrumentalisées pour mettre en concurrence les établissements les uns avec les autres.** Sauf que cette focalisation sur les bons et les mauvais élèves en ferait presque oublier que l'enjeu n'est pas de savoir comment généraliser ce qui fonctionne à un endroit mais d'avoir des indicateurs. Cette approche purement quantitative vise à réduire plus encore les moyens dévolus à l'école, l'idée étant de concentrer ces moyens et de les redistribuer de deux manières :

- récompenser les bons élèves qui auront eu de bons résultats en leur accordant des crédits pour leurs projets et leur sens de l'innovation et donc externaliser plus encore les ressources en faisant appel à des partenaires privés pour soutenir cet effort.

- accorder des moyens à des écoles en difficulté mais au prix d'un contrôle et d'une mise sous tutelle drastique des pratiques en sollicitant, c'est étonnant, des opérateurs privés pour améliorer les choses.

**Quels que soient les résultats, c'est la privatisation rampante de l'École qui gagne.**

Et c'est vrai, le résultat importe peu. Au printemps les enseignants qui se battaient contre le très inégalitaire projet de *Choc des savoirs* ont reçu une communication de Gabriel Attal (qui n'était plus leur ministre de tutelle) leur expliquant que grâce à tout ce qui avait été fait depuis 2017, les résultats des élèves français s'amélioraient : ivresse du pouvoir ?

Les résultats publiés par la DEPP révèlent autre chose de plus cruel.

**Les effets des dédoublements sont très faibles.** En 2017, l'estimation de l'Institut des Politiques Publiques était que la réduction de 9 à 12 élèves par classe (en REP et REP+) devait réduire d'un tiers l'écart avec les écoles hors-REP. Il n'en est rien. En 2021, le gain était de 9% en français et 14% en maths. Pour les non-matheux, 9 % ou 14% c'est loin de 33% (1/3). Les enseignants ne sont pas responsables de cette incurie car, pour que ce type de politique fonctionne, il faut qu'elle s'appuie sur l'expérience du terrain (c'est ce qui est ressorti de la généralisation du programme STAR au États-Unis) et qu'elle fasse dialoguer les enseignants avec la recherche. Or les éminences grises du ministère (sous la houlette de Blanquer et de Dehaene - pour ne citer qu'eux) en ont décidé autrement. Leur condescendance concernant les compétences des collègues les a conduit à faire produire des guides de bonnes pratiques injonctifs, péremptores et surtout inopérants. Rappelez-vous, Blanquer et son copain nous avaient vendu l'infailibilité des neuro-sciences pour faire progresser les élèves. Nos hiérarques leur avaient emboîté le pas à coup de guide orange et de protocoles, stigmatisant au passage ceux qui s'opposaient aux évaluations standardisées. Mais pourquoi un tel unanimisme ? Car cela coûte moins cher que de mettre en place des pratiques collaboratives dans lesquelles les scientifiques rencontrent les acteurs de terrain et construisent ensemble des outils s'appuyant conjointement sur l'expertise scientifique et sur l'expérience professionnelle. Il est également moins coûteux, en termes de formation continue, d'avoir recours à des produits standardisés comme il est moins onéreux de diffuser ces pratiques en formation initiale. Un enseignant qui sait lire le guide orange et le mettre en place, c'est la culbute : il ne réfléchit pas à sa pratique, il met en place ce que disent les guides et travaille sur les points déficitaires aux évaluations. **Le problème c'est que ça ne marche pas et que les difficultés des élèves français semblent tellement s'enraciner** (cf PIRLS ou PISA en dépit des biais qui les traversent) qu'on en arrive à des solutions miracles du type du *Choc des savoirs*. Finalement plutôt que d'investir et de lutter contre les déterminismes sociaux, nos dirigeants s'en accommodent et font explicitement de l'École une gare de tri social.

Alors pourquoi joindre l'inutile au désagréable, pourquoi alimenter une machine qui, au final, pourra se retourner contre les agents ? La question se pose car, **quoi qu'en diront les résultats des évaluations, la philosophie en place depuis deux décennies va perdurer : dégraisser. Réduire l'Education nationale jusqu'à l'os.**

« *Les capitalistes font suffisamment de profits sur notre désespoir. C'est pourquoi nous devons inlassablement diminuer leur rente : privons-les de notre désespoir et continuons de les agonir d'injures et de quolibets.* » (désespéré LDC anonyme)

## **CYBERÉFORME ET UBERPROF : LE CHOC DE LA MACHINE**

A l'occasion de l'annonce de la mise en place des groupes de niveau, pudiquement devenus « groupes de besoins », nombreux sont les parents et enseignants qui se sont mobilisés contre ce tri social assumé. Néanmoins, un angle mort pourtant décisif et structurant, demeure : celui du rôle joué par le numérique, dans l'éducation nationale en général et dans les dernières réformes en particulier.

Les réformes se suivent et se ressemblent, ou plutôt elles convergent vers des buts communs dont les maîtres mots sont : efficacité, libéralisation, technolâtrie, progressisme, rentabilité. Ainsi, la dernière réforme « choc des savoirs » (ça ne s'invente pas) a-t-elle des points communs avec celle de Blanquer pour les lycées et le bac depuis 2019. D'abord, on assiste à une (pseudo) individualisation des parcours : « choix » des spécialités au lycée, groupes de « besoins » en collège. Il en résulte la fin du groupe classe, suivi par une équipe pédagogique délimitée (puisque de plus en plus d'enseignants interviennent dans la même « classe »), entraînant une perte des repères. Elle a déjà été difficile pour les lycéens, ce qui n'augure rien de bon pour des élèves de sixième découvrant le collège. C'est ensuite une véritable usine à gaz en mettre en place : pour les emplois du temps, répartir les élèves, trouver des salles, modifier des cours ... avec son lot d'erreurs et d'inquiétudes. C'est que les dernières réformes, dans l'éducation mais pas que, ressemblent davantage à des bombes à fragmentation qu'à des plans précis et bien pensés. Lancées au petit bonheur la chance à coups de ballons d'essai, on réforme comme on trafique le génome. En effet, les réformes sont floues et à géométrie variable, avec des décrets tardifs, vite fait, sans concertation ; puis ajustées petit à petit « en temps réel » quand on se rend compte que « Ô zut, ça ne marche pas ». Mais les dégâts, eux, sont bien réels sur les élèves et les personnels malmenés. Ainsi, depuis 2018, aucune cohorte d'élèves n'a passé le même bac.

Mais que vient faire le numérique là-dedans ? A peu près tout, tant au niveau de la gestion que de la pédagogie. Sans numérique, impossible de faire les emplois du temps, sans numérique impossible de faire des évaluations nationales standardisées pour avoir trié les élèves à temps. Le numérique ne simplifie pas la vie, mais on n'arrive de moins en moins à appliquer les réformes sans, impliquant une dépendance de plus en plus totale. Les conséquences viennent d'elles-mêmes : dépossession de notre travail tant dans son organisation que dans les contenus puisqu'il faudrait se fier à des évaluations que les enseignants n'ont pas faites et « s'harmoniser » dessus, et le corollaire : l'uniformisation des progressions et des pratiques.

Les évaluations nationales semblaient ne servir à rien qu'à générer de la statistique, aussi le milieu enseignant ne s'en est-il pas trop préoccupé. Ils les ont laissées s'installer et les voici maintenant à presque tous les niveaux. Comme si ceux qui sont aux manettes allaient en rester là ! Mais, à leur détriment et à celui des élèves, elles prennent de plus en plus de place. Comme si les enseignants n'étaient pas capables de déterminer par eux-mêmes, et de façon beaucoup plus fine, où en sont leurs élèves. Surtout que ces évaluations évaluent notamment la capacité des élèves à se servir d'un ordinateur. Mais le piège se referme : à partir du moment où l'on part des mêmes évaluations, que l'on doit s'harmoniser pour progresser en même temps, il sera aisé de proposer des contenus de cours standardisés, issus des résultats à ces évaluations, et les enseignants deviendront des ingénieurs pédagogiques au service de la machine, n'ayant plus la main sur rien. Ou l'obsolescence programmée du prof devenu Uber-prof, plongé avec les élèves dans le monde froid et inhumain de la technologie. Le numérique est un moyen autoritaire de nous déposséder de nos pratiques. Ainsi, dès la rentrée 2024-2025 l'application MIA - « Modules Interactifs Adaptatifs » utilisant une IA adaptative - sera-t-elle proposée au lycéens pour remédier à leurs difficultés en français et mathématiques. De plus en plus de machine, de moins en moins d'enseignement : Voulons-nous vraiment ça ?

Résister contre les réformes doit s'accompagner d'une résistance contre la numérisation de l'éducation nationale (et du monde) sous peine d'assister à la disparition de nos métiers ou à leur dénaturation radicale. Ne refusons pas seulement les groupes de niveau mais aussi la dépossession et la standardisation de notre métier. Les élèves et les enseignants ne sont pas des machines. Reprenons en main notre liberté pédagogique, créative et personnelle, pour un enseignement humain et donc loin du numérique. Ainsi, notre métier ne saurait être remplacé par une « intelligence » artificielle. L'intelligence n'est pas artificielle, elle est vivante !

Par le Collectif de Beauchastel contre l'école numérique.

**Contact :** Appel de Beauchastel, 27 ter, rue des Terras, 07800, Beauchastel.

### **PENDANT CE TEMPS-LÀ À GAZA :**

Le 26 août, les forces israéliennes ont assassiné le journaliste palestinien Ali Tu'aima, portant à au moins 171 le nombre de journalistes tués par l'armée israélienne. Depuis onze mois, Israël cible délibérément des journalistes, les tuant parce qu'ils documentaient le génocide en cours. En moyenne il y a plus d'un journaliste tué par Israël tous les deux jours.

**Chaque cas où l'armée israélienne a tué un journaliste palestinien est un crime de guerre.** Les journalistes sont des civils protégés par le droit international. Ils devraient pouvoir faire leur travail sans craindre d'être tués. Les journalistes palestiniens risquent leur vie pour partager la vérité sur le génocide en cours d'Israël à Gaza. Ils doivent être protégés.

Les journalistes ne sont pas les seuls à se faire canarder. Les personnels de l'ONU également, dernièrement ceux du programme d'aide alimentaire. Le 29 août, Washington a demandé à Israël de « prendre des mesures concrètes » pour ne plus tirer sur le personnel de l'ONU, notant que les événements de ce type étaient « trop fréquents ». (NDLR : cette prose doit bien secouer Netanyahu et le faire réfléchir sérieusement à arrêter tout ça... non ?).

**Nous le redisons ici, tous les pays (y compris la France) soutenant Israël sont complices du génocide actuel à Gaza. Nous voulons la paix. Nous voulons l'égalité des droits pour toutes et tous entre la Méditerranée et le Jourdain.**